

Nostalgie du politique

Jean-Marie Charon, sociologue, chercheur au Centre d'études des mouvements sociaux, EHESS-CNRS

Laurence Corroy : Pensez-vous que l'expérience d'un journal lycéen peut conditionner le choix de devenir journaliste ?

Jean-Marie Charon : Si je me réfère à un échantillon que je traite actuellement, concernant plus particulièrement les journalistes politiques, ainsi qu'à d'autres travaux que j'ai publiés antérieurement, j'ai en mémoire une proportion importante de journalistes, quasiment un sur deux, qui déclare avoir pensé à embrasser cette profession très jeune. Un des facteurs qui influe beaucoup est le milieu familial. Parler en famille des faits de société, de politique cela, alimenté par une pratique assidue de lecture de presse, détermine pour une part non négligeable l'envie de devenir journaliste. Les enseignants de littérature, d'histoire-géographie, peuvent aussi, en intéressant les élèves à la presse, susciter l'envie de choisir cette carrière. Enfin, la pratique précoce du journalisme, dans les journaux lycéens et scolaires, participe effectivement à la détermination professionnelle ultérieure. Les générations les plus anciennes, qui ont été très impliquées dans les mouvements lycéens et étudiants dans les années 1960, font référence à une sorte de mixte d'expériences : une expérience politique, très affirmée, rejoignant la pratique journalistique, dans la mesure où cette dernière était le canal d'une parole militante. Après avoir suivi une formation universitaire (souvent un cursus d'histoire), les journalistes intégraient assez aisément des rédactions. Aujourd'hui, la grande majorité, particulièrement la jeune génération, choisit d'étudier à Sciences Po pour rejoindre ensuite une école de journalisme.

En dépit de nos efforts au CFPJ, dans les années 1990, pour permettre un accès facilité à des jeunes gens d'ori-

zons divers, j'ai pu constater une grande ressemblance des parcours des étudiants, qui provenaient parfois à plus de 50 % de Sciences Po Paris. À l'école de Lille, grâce à des filières diversifiées, les étudiants sont dotés de profils un peu moins homogènes.

Ce que je crains, c'est moins le formatage des individus qu'une absence de créativité, pourtant nécessaire pour enrichir les promotions de jeunes journalistes, et, ultérieurement, les rédactions. Les sciences et les arts ne sont malheureusement quasiment pas représentés et l'origine sociale des étudiants est globalement homogène. Il me semble que la formation permanente serait peut-être une alternative intéressante.

Laurence Corroy : Y a-t-il une corrélation entre le goût du politique et l'intérêt pour le métier de journaliste ?

Jean-Marie Charon : L'enquête que je mène actuellement montre que c'est beaucoup moins net que cela. Les journalistes politiques se sentent aujourd'hui marginalisés par rapport à leurs collègues qui traitent des informations générales. Même dans les grands quotidiens, les services politiques sont importants mais loin d'exercer l'influence qu'ils avaient il y a quelques années.

Depuis les années 1980, les études sont considérées selon leur utilité. Les classes préparatoires sont jugées à l'aune de leur prestige et non de l'enseignement qui y est dispensé. Une filière comme Sciences Po représente moins le lien entre le journalisme et le goût du politique qu'un moyen « efficace » d'accéder aux écoles de journalisme. Formation généraliste prestigieuse, elle est souvent préférée dans les jurys aux profils universitaires réflexifs, davantage mar-

Jean-Marie Charon

Nostalgie du politique

qués par le doute, moins assertifs. Aux yeux des journalistes professionnels et des jurys d'accès aux écoles de journalisme, la qualité principale d'un bon journaliste est la curiosité, signe d'un esprit entreprenant, qui sous-tend une forte motivation. Les candidats préférés sont donc ceux qui paraissent les plus volontaires, décidés à pousser les gens dans leurs retranchements.

Une étude comparative de Aralynn Mac Mane, universitaire et journaliste américaine, menée sur plusieurs pays européens et les États-Unis concernant les valeurs des journalistes et la représentation qu'ils avaient de leur métier, avait noté un décalage important entre journalistes français et nord-américains. Les journalistes français prônaient la liberté d'expression, l'intervention dans le débat politique alors que les journalistes outre-Atlantique s'estimaient en premier lieu au service de la société. Cette différence depuis plus d'une décennie s'estompe. Les questionnaires que j'ai pu étudier, parmi mes étudiants au CFPJ entre 1990 et 1998, se rapprochent du modèle étatsunien. Ils montrent de manière assez nette une désaffection grandissante pour le politique et le débat d'idées, les étudiants ne croyant plus à une réelle capacité des journalistes à faire évoluer les choses, préférant l'idée d'être au service des autres.

Toutes ces remarques concernent essentiellement les médias généralistes. Nous ne devons pas oublier cependant les nombreux journalistes de presse magazine et spécialisée, issus des milieux universitaires et qui découvrent tardivement que cette carrière peut les intéresser. La part des diplômés d'écoles de journalistes n'a pas augmenté ces dernières années, ce qui est logique puisque le développement de la presse ne concerne pas réellement la presse généraliste.

Au vu de ce constat, concernant le peu de divergences des parcours des jeunes journalistes, de la désaffection pour le politique, il me semble que le fait d'écrire dans un journal lycéen est à souhaiter. Cela crée une émulation avec les autres lycéens, des dialogues avec les enseignants. L'intérêt pour le débat public, les questions de société et une sensibilité pour les usages démocratiques se développent. Par ailleurs, les jeunes journalistes en rédigeant une revue réalisent que l'exercice de l'écriture journalistique et la maîtrise du contenu journalistique ne sont pas hors de

portée. De la même manière qu'à une époque plus ancienne, le militantisme avait donné envie aux jeunes d'écrire pour revendiquer leurs opinions ce qui leur avait permis de réaliser que le barrage de la technique était relativement faible, le journal lycéen aujourd'hui aide à ce que des vocations naissent et surtout facilite l'éducation aux médias. Les journaux lycéens seront d'autant plus formateurs qu'ils seront complétés par un travail des enseignants en classe, analysant la structure des médias, leurs contraintes, leur fonctionnement, privilégiant une étude réflexive sur les médias. L'enjeu est important, à un moment où le journalisme politique semble presque en perdition, présenté quasiment comme une sorte d'acte de foi, dévalorisé, signifiant le renoncement à une carrière plus brillante (d'autant plus s'il s'agit du secteur audiovisuel !). Le journalisme d'investigation et l'international recueillent désormais davantage de suffrages.

On a énormément insisté sur la complaisance des journalistes politiques bien que je pense que le problème était beaucoup plus aigu dans les années 1970 et 1980. Cela n'apparaissait pas clairement parce que le champ politique était davantage clivé. Il était moins visible que les journalistes pouvaient se contenter de se positionner avec beaucoup de complaisance et de proximité à l'égard des hommes politiques. Les problèmes de connivence ont été évoqués au moment où le clivage politique était moins fort et que les journalistes politiques collaient au « prêt à penser » politique.

Les journalistes les plus jeunes redoutent beaucoup plus que leurs aînés la complicité avec les hommes politiques et se sentent d'ailleurs très éloignés du monde politique. Sur les questions d'éthique, les élèves du CFPJ s'interrogeaient souvent sur la possibilité qu'un journaliste puisse adhérer à un parti politique. Ils s'intéressent sans doute plus aux personnalités politiques qu'aux contenus des discours. Il est assez préoccupant de constater que l'engagement citoyen se dissocie de la politique et que les confrontations deviennent de simples querelles de personnes. Les répercussions réelles sur la vie des gens sont oubliées. Les journalistes ont tendance à penser que le politique n'a plus de prise sur les choses, sentiment renforcé par les politiques qui renvoient une image d'impuissance : la sur-

valorisation de l'effet des structures, de la pesanteur des règles administratives, des contraintes de la sociostructure, des règlements européens, est une manière de se dédouaner et de ne plus arbitrer.

Pour avoir travaillé sur la déontologie de la profession des journalistes, je crois davantage à un renouvellement du politique pour que les journalistes puissent se réapproprier efficacement ce champ. Les journalistes ont peu de pouvoir, même si les médias sont puissants. La pratique journalistique est fragile, elle manque de ressources. Les jeunes journalistes sont à mon sens démunis, car ils trouvent moins de soutien intellectuel dans le débat public que leurs aînés pour être dans une position de critique, d'insolence. Leur formation les aide peu à avoir prise sur le discours politique, à opter pour une posture décalée, polémique, à éviter le consensus.

Laurence Corroy : Quelles solutions vous paraissent devoir être à privilégiées ?

Jean-Marie Charon : Les ressources peuvent venir aux journalistes, des milieux intellectuels et des débats politiques.

Or, en l'état actuel, les débats politiques ne sont pas très toniques. Les intellectuels s'engagent peu dans le débat politique lui-même. Les uns sont tentés par une surexposition médiatique, d'autres au contraire adoptent une attitude très décalée, de méfiance excessive vis-à-vis du système médiatique. L'affaissement du niveau et de la capacité des journalistes à avoir prise sur le débat est en partie lié à cela. Les écoles de journalisme en sont une traduction. Les disciplines intellectuelles sont un peu délaissées. L'acquisition des gestes professionnels monopolise le contenu des programmes, répondant aux souhaits des étudiants. D'autant qu'ils sont souvent issus de formation généraliste et qu'ils aspirent à du concret. L'attente est moins de s'armer intellectuellement, à ce moment-là, que d'acquérir des « tours de main », une technicité irréprochable.

Il faut donc indéniablement développer, promouvoir le plus tôt possible une éducation aux médias – dont la pratique précoce est certes un des aspects à prendre en compte – ainsi et surtout qu'une éducation politique.

Propos recueillis par Laurence Corroy



L'œil du dragon - n°18 - octobre-novembre 2003 Lycée Edouard-Herriot - Lyon (69) (Collection Clemi)